

AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

APPEL A CANDIDATURE n° 000 000 8/ARMP/CCP-BTP/21 du 05 JUIN 2021
pour la catégorisation des Bureaux d'Etudes Techniques et des Cabinets
relevant du sous-secteur « Travaux Publics ».

1. CONTEXTE

Dans le cadre de l'amélioration de la performance du système des Marchés Publics, le **Premier Ministre, Chef du Gouvernement** a fixé, par Arrêté n°016/PM du 1^{er} février 2016, les modalités de catégorisation des prestataires dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP).

A ce titre, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) lance un appel à candidature pour la catégorisation des Bureaux d'Etudes Techniques, des Cabinets relevant du sous-secteur « Travaux Publics ».

NB : Ne sont pas concernés par cette opération, les consultants individuels et les laboratoires géotechniques régis par des textes particuliers.

2. OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURE

Le présent appel vise à catégoriser les Bureaux d'Etudes Techniques et les Cabinets de droit camerounais aptes pour les missions d'études et contrôle des prestations du sous-secteur considéré dans l'une des cinq (5) catégories ci-après :

CATEGORIE	NIVEAU DE COMPLEXITE	ENTREPRISES CONCERNEES
A	Prestations de très grande envergure, quel que soit le niveau de complexité	Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets qui emploient plus de vingt (20) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à un milliard (1 000 000 000) FCFA
B	Prestations de grande envergure ou d'un grand niveau de complexité	Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets qui emploient entre onze (11) et vingt (20) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à cent millions (100 000 000) FCFA et n'excède pas un milliard (1 000 000 000) FCFA
C	Prestations d'assez grande envergure ou d'un niveau de complexité relativement importante	Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets qui emploient entre six (06) et dix (10) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à cinquante millions (50 000 000) FCFA et n'excède pas cent millions (100 000 000) FCFA
D	Prestations de moyenne envergure ou de niveau de complexité intermédiaire	Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets qui emploient entre trois (03) et cinq (5) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à quinze millions (15 000 000) FCFA et n'excède pas cinquante millions (50 000 000) FCFA

E	Prestations de moindre envergure ou de faible complexité	Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets qui emploient au plus deux (02) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes n'excède pas quinze millions (15 000 000) FCFA
----------	--	--

Les Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets peuvent être qualifiés et classés dans une ou plusieurs catégories des domaines d'activités ci-après :

a- Routes

b- Ouvrages d'art

NB : le candidat est tenu de produire un dossier pour chacun des domaines sollicités, accompagné de la quittance de versement des frais d'examen de son dossier de candidature.

3. COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE CATEGORISATION

Le candidat devra présenter un dossier relié, comprenant deux volumes composés comme suit :

3.1. Volume 1 : Pièces administratives

Les pièces administratives ci-après, datées de moins de trois (03) mois, seront présentées :

1. une demande timbrée sur papier en-tête du Bureau d'Études Techniques ou Cabinet adressée au Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
2. un certificat de non-exclusion (CNE) des Marchés Publics délivré par l'ARMP;
3. une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), mentionnant l'effectif du personnel et la masse salariale déclarée par le prestataire durant les trois derniers exercices ou depuis la création du Bureau d'Études Techniques ou Cabinet, si cette dernière existe depuis moins de trois ans ;
4. une attestation de non-faillite datant de moins de quatre-vingt-dix (90) jours et délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat ;
5. l'attestation de non-redevance, attestant que le contribuable est en règle avec l'Administration fiscale ;
6. une (01) copies de la Déclaration Statistique et Fiscale des trois (03) dernières années ou depuis la création du Bureau d'Études Techniques ou Cabinet, si cette dernière existe depuis moins de trois ans ;
7. le plan de localisation du Bureau d'Études Techniques ou Cabinet signé de son Dirigeant assorti des photos (façades externes) du bâtiment abritant le siège ;
8. une copie certifiée conforme de l'extrait du certificat d'immatriculation au registre de commerce ;
9. le(s) certificat(s) de propriété au nom de la structure et abritant le siège assorti(s) de la quittance de reversement de la taxe foncière ou le(s) contrat(s) de bail enregistré a date où l'acte de cession de la propriété à la structure enregistré ;
10. la quittance de versement des frais d'examen des dossiers de candidatures comme suit :
 - catégorie A : 300 000 FCFA ;
 - catégorie B : 200 000 FCFA ;
 - catégorie C : 100 000 FCFA ;
 - catégorie D : 50 000 FCFA ;
 - catégorie E : 25 000 FCFA.

NB : Ces frais sont acquittés auprès de l'Agent Comptable de l'ARMP ou auprès des services administratifs et financiers des Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics.

3.2. Volume 2 : Dossier technique

Au plan technique, le candidat devra produire les pièces ci-après :

❖ ***Qualification et expérience des ressources humaines disponibles en permanence :***

Liste du personnel permanent de maîtrise et d'encadrement, suivant le formulaire n° 4 précisant leurs qualifications professionnelles dans le domaine concerné, assorties des justificatifs exigés à savoir :

- Curriculum vitae daté et signé par l'employé et les divers justificatifs d'expérience ;
- Copie du diplôme (ou équivalent) :
 - certifiée conforme par l'autorité administrative compétente ;
- l'Attestation d'inscription aux Ordres Socio-Professionnels.

NB : S'agissant des diplômes obtenus à l'étranger, les équivalences délivrées par le MINESUP sont requises.

❖ ***Équipements techniques et moyens logistiques propres, en rapport avec le domaine d'activité du prestataire :***

- 1- la liste des moyens techniques et logistiques propres accompagnée des justificatifs correspondant suivant le formulaire n° 5 ;
- 2- la fiche descriptive des locaux administratifs et techniques (nombre et surface des bureaux du siège, et des succursales le cas échéant) suivant le formulaire n° 3.

❖ ***Degré de respect des normes de Qualité, d'Hygiène, de Sécurité et de l'Environnement (QHSE), conformément à la grille d'évaluation :***

- 1- Curriculum vitae du responsable du service QHSE ;
- 2- Logistique et matériel dédiés au QHSE.

NB : Joindre les justificatifs.

❖ ***Niveau de respect de la législation du travail en vigueur au Cameroun, conformément à la grille d'évaluation :***

- 1- Procès-verbal des élections des délégués du personnel;
- 2- Assurance responsabilité civile du Bureau d'Études Techniques ou Cabinet.

❖ ***Expérience et références des prestations réalisées au Cameroun :***

- 1- la liste détaillée des réalisations du Bureau d'Études Techniques ou Cabinet dans le domaine d'activité sollicité durant les dix (10) dernières années suivant le formulaire n° 6 ;
- 2- les procès-verbaux de réception provisoire et/ou définitive;
- 3- les copies des pages essentielles (celles relatives à l'objet, au montant, à l'identification des cocontractants) des marchés, conventions ou contrats exécutés dans le sous-secteur « Travaux Publics ».

Le dossier de candidature devra être accompagné des formulaires ci-dessous dûment remplis, datés et signés. Il s'agit de :

Formulaire 1 : Autorisation permanente de vérification des déclarations ;

- Formulaire 2** : Récapitulatif des pièces versées au dossier ;
Formulaire 3 : Fiche d'identification du candidat ;
Formulaire 4 : Liste du personnel permanent du candidat ;
Formulaire 5 : Liste du matériel technique et logistique propre du candidat ;
Formulaire 6 : Liste des expériences et références les plus pertinentes du candidat des 10 dernières années.

4. CRITERES D'EVALUATION

4.1. Critères de rejet :

- absence d'une pièce du dossier administratif ;
- fausses déclarations ou falsification des pièces ;
- absence de(s) certificat(s) de propriété au nom de la structure et abritant le siège assorti(s) de la quittance de reversement de la taxe foncière ou de(s) contrat(s) de bail enregistré a date ou l'acte de cession de la propriété à la structure enregistré ;
- absence d'un minimum de moyens logistiques et techniques exigé dans la plus petite catégorie du domaine d'intervention sollicité ;
- effectif du personnel technique permanent inférieur au minimum exigé dans la catégorie sollicitée ;
- chiffres d'affaires inférieur au minimum exigé dans la catégorie sollicitée ;

4.2. Critères essentiels :

Les candidats seront évalués en trois (03) étapes :

- i. La situation Administrative ;
- ii. la qualification ;
- iii. la classification.

A cet égard, il sera tenu compte :

Pour la situation Administrative :

- de la vérification de la présence des pièces citées à l'Alinéa 3.1.

L'absence de l'une de ces pièces est un critère de rejet de la demande de candidature ;

Pour la qualification :

- de la conformité du prestataire aux dispositions légales et réglementaires régissant l'accès à la commande publique ;
- des structures administratives et techniques ainsi que du capital social ;
- des équipements techniques et moyens logistiques propres, en rapport avec la ou les activités pour lesquelles le prestataire souhaite fournir des prestations (se référer au minimum exigé dans la plus petite catégorie du domaine d'intervention sollicité) ;
- de l'expérience et des références des prestations déjà réalisées au Cameroun ;
- de la qualification et de l'expérience des ressources humaines disponibles en permanence ;
- du plan de localisation du Bureau d'Études Techniques ou Cabinet signé de son Dirigeant assorti des photos (façades externes) du bâtiment abritant le siège.

Pour les prestataires ayant moins de trois (03) ans d'existence, l'expérience et les références du promoteur ou des responsables techniques seront prises en compte lors de son évaluation.

Pour la classification :

- du ou des domaines d'intervention ;
- de la situation administrative
- du chiffre d'affaires ;
- effectif du personnel minimum exigé dans la catégorie sollicitée ;
- du niveau d'expertise du personnel technique permanent ;
- de l'importance des moyens techniques et logistiques ;
- du degré de respect des normes de Qualité, d'Hygiène, de Sécurité et de l'Environnement (QHSE) ;
- du niveau de respect de la législation du travail en vigueur au Cameroun ;
- du montant maximum des marchés ou contrats auxquels le prestataire peut soumissionner ;
- de l'expérience dans la réalisation des prestations concernées.

5. RETRAIT ET DÉPÔT DES DOSSIERS

Le dossier de candidature ainsi que les grilles d'évaluation peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables auprès (i) de la Commission chargée de la Catégorisation des Prestataires du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (CCP-BTP), à l'immeuble siège de l'ARMP sis à Mballa II, Téléphone : 699 97 71 21 / 696 11 53 98, E-mail : ccp-btp@armp.cm, (ii) dans les Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics ou (iii) téléchargés sur les sites web armp.cm et categorisation.armp.cm.

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies devront être déposés, contre récépissé, au Service Courrier de l'ARMP (à l'Attention du Secrétariat Technique de la CCP-BTP), téléphone : 222 201 803, sis au rez-de-chaussée de l'immeuble siège à Mballa II, ou dans les Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics, entre 7 heures 30 minutes et 15 heures au plus tard, _____ heure locale, avec la mention:

**«NOM DE LA STRUCTURE/ETABLISSEMENT/SOCIETE
APPEL A CANDIDATURE n° _____ /AAC/ARMP/CCP-BTP/21 DU _____
POUR LA CATEGORISATION DES BUREAUX D'ETUDES TECHNIQUES ET DES
CABINETS RELEVANT DU SOUS-SECTEUR « TRAVAUX PUBLICS ».**

NB : La date limite de recevabilité des dossiers de candidature est fixée au 20 NOV 2021

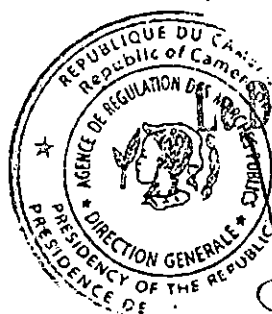
6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires au présent appel à candidature peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables auprès de la Commission chargée de la Catégorisation des Prestataires du secteur du BTP, Téléphone : 699 97 71 21 / 696 11 53 98, E-mail : ccp-btp@armp.cm, ou dans les Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics.

7. PUBLICATION DES RÉSULTATS

Les Bureaux d'Études Techniques et Cabinets catégorisés seront informés des résultats par communiqué du Directeur Général de l'ARMP publié dans les organes de publication habilités et sur les sites web de l'ARMP et de la Commission (www.armp.cm et categorisation.armp.cm). ✱

Yaoundé, le 05 OCT 2021



Le Directeur Général
Joseph Ngo

PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY
AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

CALL FOR CANDIDATURE No. 000 008 /ARMP/CCP-BTP/21 of 05 OCT 2021
for the categorisation of Engineering Companies and Consulting Firms
of the “Public Works” sub-sector.

1. BACKGROUND

In order to improve the performance of the public contracts system, the **Prime Minister, Head of Government** set the categorisation conditions of service providers of the Building and Public Works sector (BTP) by Order No.016/PM of 1 February 2016.

As such, the Director General of the Public Contracts Regulatory Agency launches a call for candidature for the categorisation of engineering companies and consulting firms of the ‘Public Works’ sub-sector.

***Note:** Individual consultants and geotechnical laboratories governed by specific texts are not concerned by this operation.*

2. SUBJECT

This call for candidature aims at categorising Engineering Companies and Consulting Firms constituted under Cameroonian law, able to conduct study missions and control the services provided in the sub-sector considered following one of the five (5) categories below:

CATEGORY	LEVEL OF COMPLEXITY	COMPANIES CONCERNED
A	Very large-scale services, independent of the level of complexity	Engineering Companies and Consulting Firms having more than twenty (20) employees with an annual turnover before tax higher than one billion (1,000,000,000) CFA F
B	large-scale and highly complex services	Engineering Companies and Consulting Firms having between eleven (11) and twenty (20) employees with an annual turnover before tax higher than one hundred million (100,000,000) CFA F and not greater than one billion (1,000,000,000) CFA F
C	Services of very high quality or of significant level of complexity.	Engineering Companies and Consulting Firms having between six (06) and ten (10) employees with an annual turnover before tax higher than fifty million (50,000,000) CFA F and not greater than one hundred million (100,000,000) CFA F
D	Medium-sized services with an intermediate level of complexity	Engineering Companies and Consulting Firms having between three (03) and five (5) employees with an annual turnover before tax higher than fifteen million (15,000,000)

		CFA F and not greater than fifty million (50,000,000) CFA F
E	Small-scale and low-complexity services	Engineering Companies and Consulting Firms having up to two (02) employees with an annual turnover before tax not higher than fifteen million (15,000,000) CFA F

Engineering Companies and Consulting Firms can be qualified and classified in one or various categories of the following fields of activity:

a- Roads

b- Engineering works

Note: The candidate is required to produce a file for each of the areas applied for, with the receipt of payment of the application fee.

3. COMPOSITION OF THE CANDIDATURE FILE

The candidate shall submit a bound file, comprising two volumes as follows:

3.1. Volume 1: Administrative documents

The following administrative documents, issued within the last three (03) months, shall be presented:

1. a stamped application with the engineering company or consulting firm letterhead addressed to the Director General of the Public Contracts Regulatory Agency;
2. a certificate of non-exclusion (CNE) from public contracts issued by ARMP;
3. a certificate issued by the National Social Insurance Fund (NSIF), mentioning the number of employees and the pay roll declared by the service provider during the last three financial years or since the creation of the engineering company or consulting firm, if it has less than three years of existence;
4. a proof of solvency of less than ninety (90) days issued by the Court registry of the head office of the candidate;
5. a debt clearance certificate, attesting that the taxpayer is regular with the Tax administration;
6. one (1) copy of the statistical and tax declaration of the last three (3) years or since the creation of the engineering company or consulting firm, if it has less than three years of existence;
7. the localisation plan of the engineering company or consulting firm signed by its manager with pictures (external view) of the head office.
8. a true certified copy of an extract of the registration document to the Register of commerce;
9. the title certificate(s) of the structure and the receipt of payment of the property tax or the lease contract(s) registered to date or the registered deed of transfer of ownership to the structure;
10. the receipt of payment of the application fees as follows:
 - Category A: 300,000 CFA F;
 - Category B: 200,000 CFA F;
 - Category C: 100,000 CFA F;
 - Category D: 50,000 CFA F;
 - Category E: 25,000 CFA F.

***Note:** These fees are paid to ARMP's Accounting Officer or to the administrative and financial services of ARMP Regional Centres.*

3.2. Volume 2: Technical file

As concerns technical documents, the interested candidate shall submit the following:

❖ ***Qualification and experience of the permanently available staff:***

List of permanent supervisory and managing staff, according to the form No. 4 stating their professional skills within the concerned domain, as well as required supporting documents, namely:

- A curriculum vitae dated and signed by the employee and various proofs of experience;
- True copy of the diploma (or equivalent):
 - certified by the competent administrative authority;
- the certificate of registration with socio-professional associations.

***Note:** As concerns degrees obtained abroad, the equivalences delivered by MINESUP are required.*

❖ ***Technical equipment and own logistical means, in relation to the provider's field of activity:***

- 1- the list of own technical and logistical means accompanied by the corresponding supporting documents according to form No. 5;
- 2- the description of the administrative and technical premises (number and surface area of the offices at the head office, and of the branches if applicable) according to form No.3.

❖ ***Level of compliance with Quality, Hygiene, Security and Environment (QHSE) standards, pursuant to the evaluation grid:***

- 1- Curriculum vitae of the head of the QHSE department;
- 2- Logistics and equipment dedicated to QHSE.

***Note:** Make sure you attach supporting documents.*

❖ ***Level of compliance with labour legislation in force in Cameroon, pursuant to the evaluation grid:***

- 1- Minutes of the election of staff representatives;
- 2- Public liability insurance of the Engineering company or consulting firm

❖ ***Experience and references of services delivered in Cameroon:***

- 1- The detail accounts of achievements of the Engineering company or consulting firm in the area of activity requested for the last 10 years following the form No.6;
- 2- Minutes of the provisional and/or final acceptance;
- 3- copies of the essential pages (those related to the object, amount, identification of co-contractors) of the contracts, agreements or contracts executed in the 'Public works' sub-sector.

The forms hereinafter, duly filled, dated and signed, shall be attached to the submission file. These are:

Form 1: Permanent authorisation to check the veracity of declarations;

Form 2: Summary of the file documents;

Form 3: Identification form of the enterprise;

Form 4: List of permanent staff of the enterprise;

Form 5: List of personal technical and logistical equipment of the enterprise;

Form 6: List of the most pertinent experiences and references of the enterprise for the last 10 years.

4. EVALUATION CRITERIA

4.1. Rejection criteria:

- absence of a document in the administrative file;
- false statement or falsified document;
- absence of the title certificate(s) of the structure and the receipt of payment of the property tax or the lease contract(s) registered to date or the registered deed of transfer of ownership to the structure;
- absence of a minimum of required logistical and technical means in the smallest category of the sector concerned;
- number of permanent technical staff below the minimum required for each category;
- turnover below the minimum required in the category concerned.

4.2. Essential criteria:

Candidates to categorisation shall be evaluated at three (3) levels:

- i. administrative status;
- ii. qualification;
- iii. classification.

As such, the following shall be taken into account:

For the administrative status:

- verification of the presence of the documents listed in Section 3.1.

The absence of any of these documents is a rejection criterion;

For the qualification:

- compliance of the service provider with the legal and regulatory provisions governing access to public contracts;
- administrative and technical structures as well as shared capital;
- technical equipment and personal logistical means related to the activities for which the enterprise intends to offer its services (refer to the minimum required in the smallest category of the sector concerned);
- experience and references of services delivered in Cameroon;
- qualification and experience of the permanently available staff;
- the localisation plan of the engineering company or consulting firm signed by its manager with pictures (external view) of the head office.

For enterprises that have been created since less than three (3) years, experience and references of the founder or technical officials shall be taken into account during the evaluation.

For the classification:

- activities sector(s);
- administrative status

- turnover;
- minimum number of staff required in the category concerned;
- level of expertise of the permanent technical staff;
- importance of technical and logistical means;
- level of compliance with Quality, Hygiene, Security and Environment (QHSE) standards;
- level of compliance with the labour legislation in force in Cameroon;
- maximum amount of contracts for which the service provider can bid;
- experience in the delivery of the services concerned.

5. WITHDRAWAL AND SUBMISSION OF FILES

The candidature file and the evaluation grids can be obtained every day during working hours from (i) the Commission in charge of the categorisation of service providers of the BTP sector, to be found in the head office of ARMP located in Mballa II, telephone: 699 97 71 21 / 696 11 53 98, E-mail: ccp-btp@armp.cm; (ii) ARMP Regional centres or (iii) downloaded on the following websites: armp.cm and categorisation.armp.cm.

Candidature files shall be written in French or English in seven (7) copies, **one (1) original and six (6) copies**, and submitted against receipt to the Mails service of ARMP (To the Technical Secretariat of the Commission in charge of the categorisation of service providers of the BTP sector (CCP-BTP)), telephone: 222 201 803, on the ground floor of the head office located in Mballa II, or in ARMP Regional Centres, between 7.30 a.m. and 3 p.m. latest, _____ local time, with the indication:

***"NAME OF THE STRUCTURE/ESTABLISHMENT/COMPANY
CALL FOR CANDIDATURE No. _____/ARMP/CCP-BTP/21 OF _____ FOR THE
CATEGORISATION OF ENGINEERING COMPANIES AND CONSULTING FIRMS OF THE
'PUBLIC WORKS' SUB-SECTOR.***

Note: The deadline for the admissibility of candidature files is 20 NOV 2021.

6. FURTHER INFORMATION

Further information concerning this call for candidature may be obtained every day during working hours from the Commission in charge of the categorisation of service providers of the Building and Public Works (BTP) sector, telephone: 699 97 71 21 / 696 11 53 98, E-mail: ccp-btp@armp.cm, or in ARMP Regional Centres.

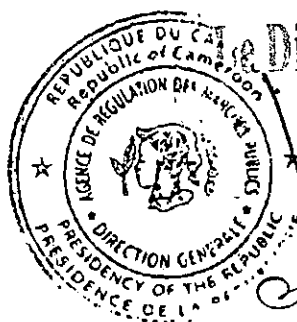
7. PUBLICATION OF RESULTS

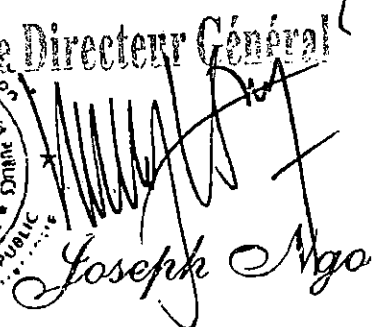
The categorised Engineering Companies and Consulting Firms will be informed on the results through a release from the Director General of ARMP published in the official publication organs and on the Websites of ARMP and the commission (www.armp.cm and categorisation.armp.cm).

Yaounde, 05 OCT 2021

Copies: - MINMAP

- MINTP
- MINH DU
- Chairperson/CCP-BTP
- Head office (posting)
- Head of Centre/CRRMP (posting)
- Public Contracts Journal
- Website armp.cm



Le Directeur Général

Joseph Ngo